

# ROLAND HUREAUX : SYRIE, LE GRAND AVEUGLEMENT...

## L'ENVERS DES CARTES

On commence enfin à y voir plus clair sur la Syrie... La chape de plomb idéologique finit par se craqueler grâce à quelques orfèvres à qui on finira bien par rendre hommage un de ces jours prochains : l'ambassadeur Michel Raimbaud, le journaliste Majed Nehmé, l'ancien espion Alain Chouet, l'historien Frédéric Pichon, le politologue René Naba, l'oncle Bassam Tahhan, le géographe Fabrice Balanche, l'essayiste Michel Collon et quelques autres qui nous pardonneront de ne pas les avoir cités nommément.

Une dernière contribution de choix (qui sort actuellement en librairie<sup>1</sup>) mérite la plus grande attention : celle de Roland Hureaux. Sans être à proprement parler un spécialiste des Proche et Moyen-Orient, il est ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'ENA. Agrégé d'histoire, membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire* et du comité scientifique de la *Fondation Charles de Gaulle*, Roland Hureaux est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale). Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont *Pour en finir avec la droite* (Gallimard 1998), *Les nouveaux féodaux – l'erreur de la décentralisation* (Gallimard 2004), *Jésus et Marie Madeleine* (Perrin 2005) et *L'actualité du gaullisme* (François-Xavier de Guibert 2007).

Commençant par rappeler la célèbre assertion de Rudyard Kipling – *la première victime d'une guerre, c'est la vérité* –, Roland Hureaux déconstruit méthodiquement avec une clarté limpide les enjeux régionaux et planétaires de la guerre de Syrie (2011 – 2019), avant d'en tirer quelques enseignements essentiels, rarement abordés avec autant de pertinence et de courage. Et c'est sans doute par ses conclusions et mise en perspective critique que l'ouvrage est le plus important. Nous y reviendrons.

## DETRUIRE LA SYRIE : UNE VIEILLE IDEE

Avant de remonter aux causes profondes de l'aveuglement idéologique généralisé depuis le début du conflit syrien, Roland Hureaux nous rappelle quelques vérités à la manière d'Aristote : en puissance et en acte. « Robert F. Kennedy, avocat new-yorkais, petit-fils de Robert Kennedy, frère de John, a vendu la mèche en affirmant dans un article de *Politico*<sup>2</sup> que renverser Assad pour lui substituer un régime pro-occidental était une décision prise par les Etats-Unis dès 2009, immédiatement après le refus d'Assad de laisser passer le gazoduc venant du Qatar, deux ans donc avant les premiers troubles. Roland Dumas, sollicité à Londres en 2010 pour participer à l'opération, le confirme. Le général Wesley Clark, ancien commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe, aussi ».

En fait, Bachar al-Assad était dans le collimateur de Washington depuis plus longtemps : dès 2002, John Bolton, alors collaborateur de George W. Bush, avait inscrit la Syrie sur la liste des *Rogue States* (Etats voyous) dont il fallait renverser le régime. Mais la Syrie bénéficia

d'un sursis avec la deuxième guerre du Golfe au printemps 2003, Damas observant une stricte neutralité dans l'invasion anglo-américaine de l'Irak qui mettait ainsi fin au régime de Saddam Hussein – incarnation de la branche concurrente et honnie du Baath irakien.

Dès 2005, Washington somme Damas de rompre avec l'Iran et le Hezbollah libanais. Plusieurs diplomates américains impliquent l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri dans le système de pressions mis en place pour faire plier Bachar al-Assad. Le 14 février 2005, Rafic Hariri est victime d'un attentat-suicide en plein cœur de Beyrouth. Dans les minutes qui suivent l'explosion, Washington et les chancelleries européennes accusent la Syrie et Bachar al-Assad personnellement. Même si les théories les plus fumeuses ont circulé sur la mort de Rafic Hariri, plusieurs bons connaisseurs de la région le disaient depuis plusieurs mois : « seule une disparition brutale de l'ancien Premier ministre libanais pourrait faire tomber le gouvernement syrien » !

Un an plus tard, plusieurs télégrammes diplomatiques américains préconisent de s'appuyer sur la branche syrienne de la Confrérie des Frères musulmans pour « attaquer » le « régime de Damas » de l'intérieur. Désormais l'expression « régime de Damas » deviendra l'appellation quasi-officielle employée par les capitales et la presse occidentale pour désigner une Syrie mise au ban de la « communauté internationale ».

Il ne restait plus qu'à trouver ou favoriser une opportunité susceptible d'ouvrir des hostilités directes contre la Syrie. A la faveur du déclenchement des mal nommées « révolutions arabes » en janvier 2011, Washington et ses alliés vont soutenir les Frères musulmans en Tunisie, en Egypte, en Libye et – bien-sûr comme cela était convenu depuis plusieurs années – en Syrie.

Les services spéciaux américains, britanniques et français vont soutenir et armer les factions jihadistes les plus radicales, à l'époque coordonnées par une structure des plus opaques et rhizomatiques : L'Armée syrienne libre (ASL).

## **QUESTIONS SUR UN ATTENTAT**

Le 18 juillet 2012, un attentat ravage le siège de la Sécurité nationale en plein cœur de Damas. C'est en fin de matinée qu'une déflagration retentit dans l'un des bâtiments les plus sécurisés du quartier de Rawda, centre névralgique des appareils d'Etat syriens, à un jet de pierre du palais présidentiel et de l'ambassade américaine. La mort du ministre de la défense, le chrétien Daoud Radjha, est annoncée très vite. On apprend peu après qu'Assef Chawkat, vice-ministre de la défense et beau-frère du président Assad, a succombé à ses blessures, ainsi que Hassan Tourkmani, le chef de la cellule de crise mise en place pour gérer les manifestations. Selon la télévision syrienne, le ministre de l'intérieur, Mohamed Al-Chaar, donné pour mort par certains médias arabes et le chef des renseignements, Hicham Bekhtyar, ont également été blessés. L'opération est revendiquée par l'ASL.

Selon plusieurs sources sécuritaires dignes de foi, « cet attentat devait donner le signal à plusieurs colonnes de jihadistes pour faire mouvement sur Damas depuis Homs, l'objectif affiché étant alors clairement d'y prendre le pouvoir », explique un officier d'un service européen de renseignement. Mais c'était sans compter sur la prompt réaction de la Garde républicaine commandée par Maher al-Assad – le frère cadet de Bachar – notamment chargée de la protection de Damas. Les 19 et 20 juillet, une contre-offensive victorieuse parvient à repousser les insurgés de l'ASL.

Quelques jours avant cet attentat spectaculaire, l'auteur de ses lignes assiste à un point « off », hâtivement convoqué au Quai d'Orsay par Laurent Fabius qui a quelque chose d'important à dire aux journalistes : « dans quelques jours Bachar al-Assad appartiendra au passé. On ne parlera plus du dictateur syrien qu'à l'imparfait... ». Les observateurs les plus allergiques à toute espèce de théorie du complot ne peuvent s'empêcher de faire le rapprochement et de se demander ce qui permettait ainsi au ministre français des Affaires étrangères d'être aussi catégorique... d'autant que quelques instants seulement après l'attentat, Laurent Fabius affirme au Sénat qu'« il est urgent de trouver une transition politique en Syrie ».

D'autres sources de plusieurs services de renseignement affirment que l'attentat et sa coordination avec l'attaque de Damas lancés par l'ASL « n'ont pu être conjointement menés qu'avec l'appui et la coordination de différentes officines occidentales ». S'appuyant sur le mode opératoire et la nature de l'explosif utilisés pour commettre l'attaque du siège de la Sécurité nationale, un officier supérieur évoque même « la participation directe d'agents de l'Aman, les services secrets de l'armée israélienne ». Roland Hureaux le souligne : « ainsi, la guerre de Syrie comme celle d'Irak résulte essentiellement de la volonté des Occidentaux, Etats-Unis en tête, d'y renverser un gouvernement pro-russe ». Mais très en amont de ces habituelles barbouzeries, une machinerie autrement plus profonde est au travail depuis belle lurette.

## **DES NEO-CONS A L'IDEOLOGIE MONDIALISTE**

Roland Hureaux poursuit la démonstration : « on ne saurait comprendre cet engagement sans se référer aux orientations générales de la politique américaine depuis vingt ans. On peut les résumer à l'idéologie appelée néo-conservatrice et qu'il vaudrait mieux appeler libérale-impérialiste, illustrée par des hommes comme Irving Kristol et son fils William, Albert Wohlstetter, Norman Podhoretz, Robert Kagan quant à la théorie, Richard Perle, Paul Wolfowitz, Madeleine Albright, Dick Cheney, Donald Rumsfeld, le sénateur John McCain quant à son application. Kagan et Kristol créèrent en 1997 le « think tank » *Project for the New American Century* pour les réunir. Leur idéologie traverse désormais les clivages entre Républicains et Démocrates. Elle a inspiré aussi bien George Bush Jr que Bill et Hillary Clinton. Obama en a été tributaire tout en tempérant les effets. Donald Trump, lui, la conteste tout en étant contraint de composer avec elle ».

Cette idéologie peut se résumer en trois thèses principales : pour éviter le chaos, les Etats-Unis sont dans le monde actuel la « puissance utile et nécessaire » ; il faut détruire la Russie et « pour cela l'OTAN doit étendre aussi loin que possible son périmètre jusqu'à l'Ukraine et la Géorgie », Moscou ne devant plus avoir aucun point d'appui ni au Proche-Orient ni ailleurs ; le monde est proche de la fin de l'histoire où la démocratie libérale et le libre marché règneront sans partage sur l'ensemble de la planète.

Roland Hureaux ajoute : « les mêmes idéologues néo-conservateurs sont hostiles à l'Etat-nation en tant que tel partout, s'inscrivant dans la perspective d'un gouvernement mondial : le soutien à l'islamisme est pour eux le moyen de dynamiter ceux du monde musulman, comme le narcotrafic ceux d'Amérique latine ou la construction européenne ceux de l'Europe de l'Ouest. Les Etats qui résistent à cette offensive sont tenus pour des ennemis, des *Rogue States* (Etats faillis) : hier la Yougoslavie et l'Irak, aujourd'hui la Russie, l'Iran et la Syrie. Demain, la Chine ? Ils doivent être réduits par la force les uns après les autres comme l'Allemagne et le Japon l'avaient été après la guerre ».

Dès la fin des années 1990, et bien avant les attentats du 11 septembre 2001, nous étions quelques-uns à souligner la collision/collusion Etats-Unis – Arabie saoudite, activement complices et partenaires dans l’expansion de l’Islam radical et son cortège d’attentats depuis le choc pétrolier de 1973. Depuis ces années apparaissait clairement l’instrumentalisation des Frères musulmans par les services américains contre les différentes incarnations du nationalisme arabe de l’Egypte au Maghreb en passant par la Palestine. Et comme l’avait mis en lumière Maxime Rodinson lui-aussi, il apparaissait tout aussi clairement que la Confrérie islamiste et les officines saoudiennes de la diplomatie wahhabite du chéquier feraient cause commune avec les grands décideurs de la City et de Wall Street.

L’esprit du capitalisme allié à celui du protestantisme, selon Max Weber, trouvait ainsi une nouvelle expression d’ampleur globale avec l’islamisme politique comme vecteur conquérant du néo-libéralisme économique. En 2012, Alain Joxe analysait les mécanismes de l’empire global du néolibéralisme – qui déborde l’empire américain. La mondialisation de l’économie et de la finance vise à accumuler des profits sans limites, à enrichir les riches et appauvrir les pauvres. Une nouvelle noblesse rentière dénationalisée supplante ainsi la souveraineté des entreprises, au détriment de la fonction protectrice des États. Cette profonde mutation politique conduit à transformer les missions militaires en doctrines policières. Et un nouvel arsenal informatisé surgit (drones, nouvelles armes numériques et munitions spéciales), utilisable contre les soulèvements populaires dans les pays du Sud comme du Nord.

Roland Hureaux actualise la démonstration et montre ainsi comment la « révolution électronique » a entraîné à la fois la gestion informatisée des « marchés » et la « robotisation de la guerre ». Mutations économiques, militaires et technologiques se combinent dans une accélération des décisions qui efface le temps long du politique et fabrique un système incapable de réguler la finance ni la violence. Résultat des courses en trois dimensions complémentaires : 1) casse des Etats-nations ; 2) casse des services publics ; 3) casse des politiques de redistribution sociale.

En regagnant le commandement intégré de l’OTAN en 2008, en fermant son ambassade à Damas dès mars 2012 sur ordre d’Alain Juppé et en tirant un trait sur quarante ans de diplomatie gaullienne aux Proche et Moyen-Orient, la France éternelle s’est rendue complice de ces évolutions morbides et anormales, jouant contre ses propres intérêts.

Roland Hureaux : « comment ne pas voir dans le fait que l’Occident a choisi d’aider dans la guerre de Syrie le parti le plus éloigné de lui, des jihadistes qui veulent la mort, un effet de ce syndrome d’autodestruction que porte avec elle toute idéologie, et dans la haine hystérique d’Assad un phénomène pathologique ? Cela s’applique particulièrement à la France, plus véhémement que tout autre ». Un jour peut-être, les historiens nous expliqueront les raisons effectives de ce déferlement de haine de soi...

## **CRISES MIGRATOIRES ET FABRICATION DU TERRORISME**

On l’a dit précédemment, l’apport important du livre de Roland Hureaux dépasse ces constats géopolitiques qui commencent à émerger, malgré tout, de la déferlante d’une décennie de propagande. En effet, c’est sur les conséquences de l’entêtement occidental et particulièrement français – d’un grand aveuglement sidérant – que l’auteur porte une attention rigoureuse, chiffres et démonstration à l’appui.

En ces temps de lancement de la campagne pour les prochaines élections européennes, l'exercice est d'autant plus salutaire qu'il rompt avec l'une des postures les plus convenues de la bobologie ambiante : être plus généreux et accueillir les migrants d'où qu'ils viennent... Impossible de ne pas citer ici Michel Rocard et son incontournable constat : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » ; ajoutant « qu'elle doit en prendre sa part », allusion directe au respect de la convention de Genève sur le droit d'asile pour les réfugiés politiques. La question des migrants économiques, c'est autre chose qui doit conduire à remettre l'ouvrage sur le métier des coopérations économiques et de nos aides publiques au développement (APD) -sur lesquelles on attend toujours un bilan opérationnel. Et Roland Hureaux aligne les chiffres recoupés et vérifiés de la « vague libyenne », de la « vague syrienne », de la « filière turque » et des autres flux migratoires.

Le plus intéressant est de faire le lien entre les guerres « humanitaires » occidentales et leur volonté de « changement de régime » avec les causes profondes de ces flux migratoires qui répondent à une stricte arithmétique de cause à effets multiples désastreux. D'un côté la France et l'Allemagne principalement, montent en ligne pour défendre les « valeurs » d'une Europe accueillante et « mondialisée » en critiquant vertement les « populistes » et autres replis sur soi égoïstes. Si l'on suit bien la démonstration de Roland Hureaux, force est de reconnaître que les premiers responsables de l'augmentation des flux migratoires sont justement Berlin et Paris qui cautionnent – dans le sillage américain – les interventions militaires occidentales dans les pays d'où proviennent justement la majorité des migrants.

Imparable constat doublé d'une autre analyse très politiquement incorrecte, que peu d'observateurs osent dresser : l'angélisme envers la Turquie de Recep Erdogan. Voilà un pays qui occupe militairement Chypre – l'un des membres de l'UE – depuis 1974, avec lequel pourtant Bruxelles continue des pourparlers d'une improbable adhésion ! Roland Hureaux : « s'il est vrai que la grande migration de 2015 – 2016 en direction de la Grèce est une conséquence de la guerre de Syrie, tout laisse penser avec le recul de trois ans qu'elle a obéi à un plan concerté dont le moindre résultat n'a pas été de rapporter 6 milliards d'euros à la Turquie. Il ne faut bien-sûr pas exclure que le Frère musulman Erdogan ait voulu ainsi accélérer l'islamisation de l'Europe, mais on peut aussi bien penser qu'il a exercé un immense chantage en vue de soutirer le maximum de l'Union européenne ».

A cet égard, la position de l'ancien commissaire européen à la concurrence (1985 – 1989) Peter Sutherland, le grand copain du financier George Soros, est particulièrement révélatrice de l'idéologie mondialiste en faveur de l'ouverture totale des frontières aux migrations. « Lors d'une audition à la Chambre des Lords britannique », relate Roland Hureaux, « il affirma que l'Union européenne devait saper l'homogénéité des Nations parce que seul le multiculturalisme est un facteur de prospérité ». Pour les docteurs *Folamour* de l'idéologie mondialiste, l'Europe n'a été au cours des siècles que le siège de guerres incessantes.

Ces guerres ont pour ces « théoriciens » une cause aggravante : le nationalisme, dont l'expression était les Etats indépendants. « Cet *hybris* guerrière des Européens a connu son apogée avec la Deuxième guerre mondiale », ajoute Roland Hureaux, « et la Shoah est tenue pour un prolongement du nationalisme dont seraient responsables non seulement l'Allemagne, ou certains Allemands, mais en fait tous les Européens. Européens qui sont également coupables de la colonisation, avec son cortège d'horreurs supposées, comme l'a exprimé crûment le candidat Macron, entièrement inféodé à cette idéologie, lors d'un voyage en Algérie ».

Emmanuel Macron avait alors déclaré que « le colonialisme est un crime contre l'humanité ». Historiquement, l'affirmation peut se discuter ! Toujours est-il que le même Emmanuel Macron s'est bien gardé de répéter la même affirmation à Tel-Aviv ou à Jérusalem !

## **QUE FAIRE ?**

Dans le sillage de la mondialisation néo-libérale anglo-saxonne, les pays européens fabriquent eux-mêmes les flux migratoires nourrissant le populisme qu'ils condamnent simultanément. Selon les mêmes mécanismes, ils produisent aussi un « terrorisme global » auquel ils ont pourtant déclaré une « guerre totale », disent-ils ! Depuis de nombreuses années, Roland Hureaux et l'auteur de ces lignes expliquent qu'on ne peut « faire la guerre à la terreur » sans prendre le risque d'en démultiplier les effets meurtriers. On fait la guerre à des ennemis clairement identifiés, mais pas à un mode opératoire, à une méthode de guerre asymétrique. Cette confusion a non seulement ajouté de « nouvelles menaces » à la menace terroriste globale, mais elle a aussi dans une grande mesure nourri un contre-terrorisme, qui s'est imposé comme un secteur économique à part entière très lucratif !

Dans notre livre *Terrorisme, face cachée de la mondialisation*<sup>4</sup>, nous tentions d'expliquer cette contradiction organique de la généralisation du capitalisme financier à la totalité de l'économie mondiale. A cette mondialisation économique correspond l'idéologie morbide déconstruite par le livre de Roland Hureaux. Ainsi, conclut-il : « la guerre en Syrie comme, à des degrés divers, toutes les guerres du Proche-Orient déclenchées par l'Occident, ont eu un effet que l'on peut qualifier de dialectique. L'idéologie dont elles sont issues a conduit à sa propre négation ».

Que faire ? se demandait Lénine... Défendre et promouvoir les indépendances et les souverainetés nationales répond notre auteur d'exception qui inscrit ses pages dans le fil de l'épée du général de Gaulle. Oui, conformément à la Charte des Nations unies, défendre les indépendances nationales en Syrie, en Iran, en Palestine, au Venezuela, à Cuba, en Europe et tout particulièrement dans notre pays entré en profonde déshérence !

Répetons : le dernier livre de Roland Hureaux est à lire et à diffuser de toute urgence, ainsi que l'ensemble des publications de l'éditeur Bernard Giovanangeli, qui n'a pas peur de publier à contre-courant.

Bonne lecture donc, et à la semaine prochaine.

**Richard Labévière**

*18 mars 2019*

---

<sup>1</sup> Roland Hureaux : *La France et l'OTAN en Syrie – Le grand fourvoiement*. Bernard Giovanangeli/Orbis Géopolitique, janvier 2019.

<sup>2</sup> *Politico*, 23 février 2016.

<sup>3</sup> Richard Labévière : *Les dollars de la terreur*. Editions Grasset, janvier 1998.

<sup>4</sup> Richard Labévière : *Terrorisme, face cachée de la mondialisation*. Editions Pierre-Guillaume de Roux, novembre 2016.